

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

JSFS

Vie de la société

Journal de la société statistique de Paris, tome 26 (1885), p. 145-150

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1885__26__145_0

© Société de statistique de Paris, 1885, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques
<http://www.numdam.org/>

JOURNAL

DE LA

SOCIÉTÉ DE STATISTIQUE DE PARIS

N° 4. — AVRIL 1885.

I.

PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 18 MARS 1885.

La séance est ouverte à 8 heures et demie, sous la présidence de M. Léon Say. Le procès-verbal de la séance de février est adopté sans observations.

Il est procédé à l'élection de trois membres nouveaux :

Sont admis, à l'unanimité, en qualité de membres titulaires :

M. Eugène TALLON, avocat général à la cour de Lyon, présenté par MM. *Wilson* et *Robijns*;

MM. le C^e Léopold HUGO et CHEVREY-RAMEAU, sous-directeur au ministère des affaires étrangères, présentés par MM. *Loua* et *de Foville*.

M. le Président donne lecture d'une lettre par laquelle M. Antony Roulliet, lauréat de l'Institut, membre fondateur de la Société de statistique, fait connaître qu'il est l'auteur du mémoire portant pour devise : *les nombres régissent le monde*, auquel la Société de statistique de Paris a décerné, dans sa séance du 21 janvier, une récompense de 1,000 fr.

Il est procédé à l'ouverture du pli cacheté, et, au nom de la Société, M. le Président donne acte à M. Antony Roulliet de sa déclaration.

Parmi les nombreux ouvrages adressés à la Société (1), M. le Secrétaire général cite la *Statistique agricole de la Prusse*, celle de la circonscription de Beja, dressée par notre collègue, M. le colonel Pery. Il décrit ensuite sommairement les six volumes que le chargé d'affaires du Japon a transmis à la Société au nom de la Société de statistique de Tokio. Ces documents se rapportent à l'hygiène et à l'instruction, et renferment des renseignements précieux sur ce grand pays, ouvert depuis peu à la civilisation et qui semble marcher à pas de géant dans la voie du progrès.

(1) Voir le Bulletin bibliographique.

M. EGGERMONT, premier secrétaire de la légation belge à Paris, offre à la Société un exemplaire de son ouvrage sur l'histoire du Japon, au point de vue politique et religieux. On y trouve, sous une forme aussi élevée que concise, la série de toutes les vicissitudes par lesquelles cet empire a passé, avant d'atteindre la haute situation qu'il occupe en ce moment.

M. CHEYSSON présente, au nom de M. René Stourm, un ouvrage en deux volumes sur les *Finances de l'ancien régime et de la Révolution* (1).

C'est un ouvrage considérable qui s'étend de Necker au Consulat. C'est dire qu'il nous fait assister à la fin de l'ancien régime financier et à l'origine du système financier actuel, en passant par la Révolution, où tous les éléments antérieurs ont été fondus, transformés et renouvelés.

Quoique se plaçant surtout au point de vue financier, M. Stourm traite de main de maître les questions économiques qu'il a rencontrées en route, et fait appel à la statistique chaque fois que son sujet le comporte. On peut citer notamment les études statistiques qu'il a consacrées aux pensions civiles, aux assignats, à la variation du prix des denrées, à la vente des biens nationaux, etc.

En résumé, le livre est un de ceux dont on peut sûrement recommander la lecture, non seulement aux financiers, mais encore à l'économiste et au statisticien.

M. LEVASSEUR présente à la Société une série de quinze tableaux-affiches relatifs à la statistique de l'enseignement primaire en France. D'après les instructions du Ministre de l'instruction publique, ces tableaux ont été dressés, en vue de l'Exposition de la Nouvelle-Orléans, par les soins de M. Galliard, inspecteur d'académie. On en trouvera le résumé à la suite du procès-verbal.

M. le Président rappelle que, conformément aux résolutions prises par l'assemblée dans sa dernière séance, le rapport de M. Beaurin-Gressier sur les comptes de 1884 et le budget de 1885 a été imprimé.

Il met aux voix les conclusions de ce rapport. Elles sont adoptées à l'unanimité.

En même temps que le rapport sur la situation financière de la Société, le numéro de mars contient un rapport, présenté au nom du Conseil par M. Cheysson, sur le projet de concours de 1887 et qui se termine par le projet de résolution suivant :

« La Société de statistique institue un prix international de 2,500 fr. pour un concours dont le sujet sera fixé et le jury nommé par l'assemblée réunie à l'occasion du 25^e anniversaire. Les mémoires devront être déposés le 31 décembre 1887, terme de rigueur. »

M. Maurice BLOCK présente, par l'organe de M. Levasseur, quelques observations critiques sur ce projet; M. LUNIER y répond en quelques mots.

M. le Président met aux voix la résolution proposée par le Conseil. Cette résolution est adoptée, par assis et levé, à la majorité des membres présents.

M. DE SAINT-GENIS, délégué de la Société au Congrès des Sociétés savantes qui doit se tenir, dans la semaine de Pâques, à la Sorbonne, obtient la parole pour la lecture d'une monographie qu'il a composée, pour ce Congrès, sur un *Domaine rural de la Rochette (Côte-d'Or) de 1523 à 1885*.

Cette communication, qui s'appuie uniquement sur des titres originaux, contient des renseignements historiques et statistiques du plus haut intérêt; aussi la lecture

(1) On trouvera plus loin une analyse détaillée de ce livre, par M. Beaurin-Gressier.

en est-elle accueillie avec la plus grande faveur, et l'orateur reçoit, en regagnant sa place, les félicitations d'un grand nombre de ses collègues.

Avant de passer à la question à l'ordre du jour, M. le Président remercie la Société de l'ampleur qu'elle a su donner à la discussion sur la crise agricole, et il remercie plus spécialement notre collègue, M. Broch, dont l'important travail a été consulté avec tant de fruit par les divers orateurs qui ont traité ce sujet devant le Parlement. Il pense qu'au point de vue statistique, la lumière est faite et qu'il y a lieu de clore le débat pour passer à un autre ordre d'idées, non moins intéressant ; il veut parler de la question de la colonisation.

Déjà notre collègue, M. Cerisier, a indiqué, dans une première communication, les points principaux qu'il s'agit d'étudier ; M. le Président invite les membres qui auraient des observations à présenter sur ces points à vouloir bien prendre la parole.

En l'absence de plusieurs membres inscrits, et notamment de M. Cerisier, qui vient d'être nommé secrétaire du gouverneur de la Réunion, M. T. LOUA demande à faire connaître quelques résultats généraux d'une étude dont il a emprunté les éléments au remarquable travail que M. Rawson W. Rawson a lu à la Société de statistique de Londres, en inaugurant sa présidence.

Le travail de M. Rawson, qui ne renferme pas moins de 60 pages de texte, est l'exposé le plus complet qui ait été fait jusqu'à ce jour sur la statistique des colonies anglaises ou étrangères. — Ne pouvant songer à le reproduire *in extenso*, M. Loua s'est contenté d'étudier la partie relative aux colonies françaises, dont le territoire total au 31 décembre 1881 n'embrassait pas moins de 991,000 kilomètres carrés, c'est-à-dire presque le double de la superficie de la France continentale, avec une population de 8,722,857 habitants, ce qui porte la population dépendant directement de la France à 46,394,905 habitants. Chiffre respectable, et qui nous maintient au niveau des plus grandes puissances.

Poussant plus loin ses investigations, M. Loua a entrepris, toujours en se servant des chiffres de M. Rawson, de comparer la superficie territoriale et la population des colonies des six grands pays colonisateurs : le Royaume-Uni, la France, les Pays-Bas, le Danemark, l'Espagne et le Portugal, au territoire et à la population de leur métropole respective.

Cette recherche l'a amené à conclure que toutes les métropoles réunies ayant 172 habitants par mille carré, l'ensemble des colonies, dont les unes sont relativement très peuplées, tandis que d'autres sont presque désertes, ne comptent que 24 habitants par mille, de sorte que, pour les porter, si cela était possible, à la même densité que leur mère-patrie, leur population devrait s'accroître d'un milliard et demi d'habitants, ce qui est juste la population du monde entier.

Passant à un autre point de vue, l'honorable membre a relevé un tableau faisant connaître par pays la part du commerce colonial dans le commerce général de chacun d'eux. Cette part n'est vraiment considérable que pour le Royaume-Uni, où le commerce colonial égale le quart environ du commerce total de l'Empire. Il indique que c'est dans cette voie que les autres peuples doivent marcher pour assurer l'avenir de leur commerce d'exportation. (*Applaudissements.*)

M. E. LEVASSEUR remercie M. Loua de sa communication ; il aurait voulu cependant qu'on ne confondît pas, sous une même expression de densité, des pays tout différents, dont les uns, en petit nombre, sont relativement très peuplés, tandis que d'autres sont voués, par la nature même des choses, à une solitude presque complète.

Il ne lui paraît pas possible, en effet, de prendre un résultat moyen, par exemple entre la Martinique, où la population est très dense, et le Sénégal, où une très faible population se rapporte à d'immenses territoires. On peut en dire de même du Canada qui, à côté des provinces suffisamment peuplées, possède, dans les régions polaires, d'incommensurables étendues qui certainement ne seront jamais peuplées.

M. LOUA répond que c'est précisément pour faire saisir ces différences qu'il a rapporté le territoire total des colonies à la population qui y est plus ou moins disséminée.

M. E. FLECHEY, faisant allusion au tableau du commerce colonial, demande s'il ne serait pas possible d'ajouter au commerce que les colonies font avec leur métropole, celui qu'elles font avec les autres États étrangers.

M. VACHER regrette de n'avoir pas apporté avec lui un certain nombre de documents qui seraient de nature à éclairer la question. Sans vouloir méconnaître les avantages qu'on espère pouvoir tirer du mouvement colonisateur aujourd'hui si accentué, il ne lui paraît pas possible de dissimuler que jusqu'à présent nos colonies nous rapportent beaucoup moins qu'elles ne coûtent, et que, par leurs demandes réitérées, elles contribuent à aggraver la situation financière de la France. Il ne doit pas en être ainsi dans les autres pays colonisateurs, aussi est-ce sur ce point que la Société devrait porter ses efforts. — M. Yves Guyot a traité cette question dans le *Journal des Économistes*, on pourrait l'inviter à prendre part à ce débat qui aurait ainsi une portée utile et bien définie.

M. le Président se rallie à cet avis et, bien qu'il pense, avec un grand nombre d'autres membres, que ce point de vue particulier du *doit* et de l'*avoir* ne suffit pas pour résoudre la question de principe, un grand nombre de raisons de l'ordre moral ou politique pouvant amener un État à conserver ou même à conquérir une colonie qui ne rapporterait que peu ou point à la métropole, il convient de poser la question comme l'a posée M. Vacher, en laissant, d'ailleurs, les orateurs libres de faire connaître leur sentiment sur les avantages d'autre nature que les États intéressés peuvent tirer de la colonisation.

Il propose en conséquence de définir ainsi qu'il suit l'objet de la discussion pour la prochaine séance : « Ce que les colonies coûtent et rapportent à la métropole. »

L'ordre du jour sera complété par les communications déjà annoncées de MM. Simonin et de Crisenoy. Enfin, M. Carle Busch s'est fait inscrire pour un mémoire sur l'*Heure décimale au point de vue pratique*.

La séance est levée à 11 heures.

AVIS. — La question de la colonisation étant une de celles qui préoccupent le plus vivement l'opinion publique, on ne saurait trop engager les membres qui auraient des observations à présenter sur ce sujet, à ne pas manquer d'assister à la séance du 15 avril.

ANNEXE AU PROCÈS-VERBAL.

Tableau sommaire de la statistique de l'enseignement primaire dressé d'après les affiches murales de la direction de l'enseignement primaire.

TABLEAU N° 1. — *Écoles primaires.*

	1837.	1872.	1883-1884.
Écoles de garçons	17,871	24,519	27,288
Écoles de filles	14,059	28,459	32,524
Écoles mixtes	20,849	17,201	18,643
Total	52,779	70,179	78,455

TABLEAU N° 2. — *Élèves des écoles primaires.*

Nombre des garçons	1,579,888	2,445,216	2,759,050
Nombre des filles	1,110,147	2,277,538	2,709,631
Total	2,690,035	4,722,754	5,468,681

TABLEAU N° 3. — *Écoles publiques, maîtres.*

Nombre des écoles publiques . . .	34,756	56,313	65,596
Nombre des maîtres	38,465	75,062	94,784

TABLEAU N° 4. — *Écoles maternelles (salles d'asile) publiques et privées.*

Nombre des écoles	251	4,040	5,617
Nombre des élèves	29,514	503,111	693,431

TABLEAU N° 5. — *Écoles normales.*

	1849.	1872.	1885.	1 ^{er} tr. 1885.
Écoles normales d'instituteurs. . .	67	78	86	5,192 élèves.
Écoles normales d'institutrices. . .	7	13	66	2,989 —
Total	74	91	152	8,181 —

TABLEAU N° 6. — *Résultats de l'instruction primaire.*

	1827.	1851.	1881.	1883.
Nombre de conscrits sachant lire pour 100 appelés .	42.1	66.7	86.2	87.7
Nombre des époux sachant signer	»	69.1	84.5	»
Nombre des épouses sachant signer	»	53.3	76.7	»

TABLEAU N° 7. — *Ressources ordinaires affectées à l'instruction primaire.*

	1857.	1878.	1883.
Rétribution scolaire.	9,090,980	18,221,805	Néant.
Ressources communales	10,086,779	34,907,863	26,418,539
Subvention des départements	3,363,029	8,660,694	5,793,455
Subvention de l'État.	3,074,161	15,647,890	65,906,318
Total	25,614,949	77,438,252	98,118,312

TABLEAU N° 8. — *Enseignement primaire supérieur (1^{er} janvier 1884).*

	ÉTABLISSEMENTS.	ÉLÈVES.
Écoles et cours pour les garçons . . .	398	21,639
Écoles et cours pour les filles . . .	172	8,501
Total	570	30,140

TABLEAU N° 9. — *Brevets de capacité.*

	1833-1850.	1851-1867.	1868-1878.	1879-1884.
Brevets pour jeunes gens . .	29,232	37,264	30,350	45,003
Brevets pour jeunes filles . .	12,404	35,618	58,415	89,963
Total	41,636	72,882	88,765	134,966

TABLEAU N° 10. — *Certificats d'études primaires.*

	1872-1876.	1877-1883.
Certificats obtenus par { garçons	56,934	277,303
{ filles	21,569	174,589
Total	78,503	451,892

TABLEAU N° 11. — *Bibliothèques scolaires.*

	1863.	1884.
Nombre de bibliothèques	8,356	28,845
Nombre de volumes	684,344	3,160,823

TABLEAU N° 12. — *Bibliothèques pédagogiques.*

	1878-1879.	1 ^{er} janv. 1884.
Nombre de bibliothèques	926	2,500
Nombre de volumes.	113,997	663,878

TABLEAU N° 13. — *Caisses d'épargne scolaires.*

	1 ^{er} janv. 1879.	1 ^{er} janv. 1884.
Nombre des caisses.	10,440	21,484
Nombre des livrets.	224,280	442,021
Sommes inscrites à ces livrets	3,602,621 ^f	10,248,226 ^f

TABLEAU N° 14. — *Caisse des écoles.*

	1 ^{er} janv. 1879.	1 ^{er} janv. 1884.
Nombre des caisses.	501	19,436
Sommes en caisse	133,877	1,623,648

TABLEAU N° 15. — *Sociétés de secours mutuels des instituteurs et institutrices.*

	1 ^{er} janv. 1879.	1882-1883.
Nombre des sociétaires	27,867	34,591
Actif des sociétés.	2,378,340 ^f	3,506,257 ^f